

M. R. P.

Electrices et Electeurs de la 7e circonscription
Arrondissement de Wissembourg
et Canton de Niederbronn

Gabriel WACKERMANN
Professeur d'Economie Politique
Directeur Régional de Formation
Sociale et Economique

Le référendum du 28 octobre 1962 a placé beaucoup de citoyens devant un cas de conscience difficile. La majorité de l'Assemblée Nationale a censuré le Gouvernement parce que la procédure choisie pour modifier la Constitution était irrégulière. Mais sur la proposition elle-même - l'élection du Président de la République au suffrage universel - beaucoup de ceux qui ont voté la censure étaient d'accord. Maintenant que la question est tranchée, il ne sert à rien de prolonger une controverse qui a dangereusement divisé les Français.

Il faut préparer l'avenir

Il faut réaliser une **union aussi large que possible** pour fortifier **l'autorité de l'Etat** et la sauvegarde des **libertés démocratiques.** Ce double but peut et doit être atteint **dans le cadre de la Constitution de 1958 proposée par le Général de Gaulle et approuvée par le peuple.** Cette Constitution repose sur trois piliers : le **Président de la République, arbitre suprême** - le **Gouvernement** qui détermine et conduit la politique de la nation - le **Parlement,** qui représente la nation, contrôle le Gouvernement et vote les lois. C'est dans **l'équilibre entre ces trois pouvoirs** que réside la garantie contre l'aventure dictatoriale et contre l'anarchie.

Nous sommes

contre le retour à la IVe République

qui avait donné trop de pouvoirs au Parlement, ce qui a conduit à l'instabilité gouvernementale et à l'affaiblissement de l'Etat. Le **M. R. P. a été le premier** à proposer, dès 1956, un projet de réforme de l'Etat, qui visait à donner au Gouvernement **force et stabilité.** Plusieurs dispositions de ce projet ont été reprises dans la Constitution de 1958. Nous demeurons **résolus à participer loyalement au fonctionnement des institutions de la V. République présidée par le Général de Gaulle, tout en restant fidèles à ses principes** et à nos positions sur les questions essentielles. **Nous ne sommes pas des suiveurs aveugles, qui abdiquent toute liberté de jugement et renoncent à toute volonté propre. Nous voulons prendre nos responsabilités en hommes libres.** En particulier nous continuerons à lutter

pour l'Europe unie.

Robert Schuman, le premier, à partir de 1950, a entrepris de construire la Communauté européenne fondée sur la réconciliation franco-allemande. Le R. P. F. - prédécesseur de l'U. N. R. - a combattu cette politique. Nous voulons qu'elle soit poursuivie et que l'oeuvre soit couronnée par l'institution d'une autorité politique européenne. Les rencontres entre Chefs d'Etat et Ministres sont utiles, mais elles ne suffisent pas. Il faut faire de l'Europe une entité organique, capable de **survivre aux hommes qui passent** et de préserver les peuples contre toute rechute dans le nationalisme qui, tôt ou tard, conduit à la guerre.

Pour la sécurité de la France

il faut résister aux tentations de l'orgueil national qui pourraient nous conduire à relâcher les liens qui nous unissent à nos alliés et particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique. **Les événements de Cuba** ont montré une fois de plus que la sécurité du monde libre repose principalement sur la force et la détermination des Etats-Unis qui, par le Pacte atlantique, se sont engagés à nous secourir en cas de danger. C'est par une **défense commune** dans le cadre atlantique ou au moins dans le cadre européen que nous pouvons protéger notre pays et **consolider la paix,** non par la création d'une force atomique nationale qui sera beaucoup trop faible pour être efficace, bien qu'elle nous coûte très cher.

Pour l'expansion économique et la justice sociale

L'expansion économique doit se poursuivre dans la **stabilité de la monnaie.** Ses fruits doivent bénéficier équitablement à toutes les catégories de la nation, selon les exigences de la justice sociale. Il faut en particulier accroître dans toute la mesure du possible la part des **familles** et des **vieux** qui ont été défavorisés jusqu'à présent. Ces objectifs ne peuvent être atteints que dans le cadre d'un Plan national à l'élaboration duquel doivent être associées toutes les catégories professionnelles et sociales. Il doit en être de même pour les plans régionaux ; nous proposons l'institution d'un **Conseil économique et social dans chaque région.**

Pour l'Alsace

l'ouverture du Marché Commun Européen a créé des chances nouvelles de développement. L'utilisation vigoureuse par le Conseil Géneral du Bas-Rhin, sous l'impulsion de sa majorité M. R. P., des méthodes et des instruments de **l'action économique régionale** créés par **Pierre PFLIMLIN** lorsqu'il était Ministre des Finances et des Affaires Economiques (décrets du 30 juin 1955) a contribué à redresser la situation économique dans notre Département. Au cours des cinq dernières années, environ 9.300 emplois nouveaux ont été créés dans le Bas-Rhin.

Pour notre Jeunesse

qui sera de plus en plus nombreuse au cours des prochaines années, il faut que l'expansion économique continue. **20.000 emplois devront être créés dans le Bas-Rhin** avant 1970. Des écoles techniques, des centres de formation professionnelle, des lycées devront être construits.

Pour le Nord de l'Alsace

La production agricole doit pouvoir se développer sans risque de mévente dans le cadre de la **politique agricole européenne** que **Pierre Pflimlin**, alors Ministre de l'Agriculture, avait proposée au nom de la France dès 1951 et qui est en train de devenir une réalité. Dans le Bas-Rhin, **le plan départemental d'action agricole,** élaboré et financé par le Conseil Général du Bas-Rhin, sur l'initiative de la majorté M.R.P., soutient l'effort des agriculteurs qui veulent par la modernisation **sauver l'exploitation familiale.** Nous voulons que l'agriculture soit associée plus largement à l'expansion de l'économie nationale et qu'elle obtienne la **parité sociale. (Les candidats U.N.R. n'ont plus l'appui de vos dirigeants).**

- freiner le déclin économique par la création d'emplois nouveaux, de nouvelles industries et par une meilleure liaison de notre région avec nos voisins européens (les quelques emplois créés depuis 1958 sont un bilan lamentable par rapport aux 5.000 emplois nouveaux nécessaires ; la politique nationaliste a freiné les contacts économiques et sociaux avec le Pays de Bade et le Palatinat) ;
- améliorer les conditions de transports (Wissembourg n'est plus relié à Strasbourg que par un rail !) pour les familles, les salariés et la population scolaire ;
- améliorer les conditions de travail, les salaires, les niveaux de vie des salariés de notre région par la mise en place d'une économie au service de notre population et de l'Homme ;
- permettre aux 1.500 ouvriers qui se voient obligés de travailler en Allemagne, de retrouver chez nous une vie qui mérite d'être vécue ;
- favoriser la formation professionnelle dans notre circonscription pour assurer aux jeunes un avenir dans notre région même,
- favoriser l'enseignement de la langue allemande à l'époque du Marché Commun ;
- améliorer les conditions d'existence de l'artisanat, du commerce et des professions libérales, de plus en plus écrasés par les «grands» ;
- favoriser davantage les loisirs de notre population en liaison avec les mouvements existants.
- **Bref, réaliser enfin le plan élaboré par Gabriel WACKERMANN depuis 1957/58. Du temps précieux a été perdu !**

Le 18 NOVEMBRE vous voterez donc en faveur de la **liste d'Action Sociale pour le Renouveau Economique du Nord de l'Alsace — M. R. P. :**

Gabriel WACKERMANN

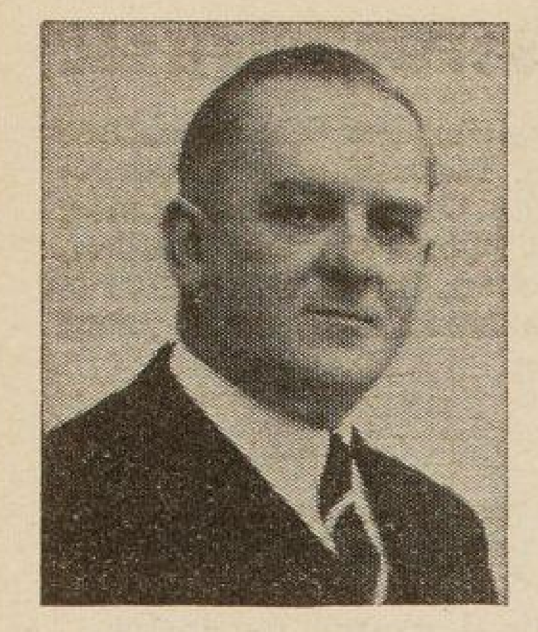
Professeur à l'Institut de Promotion Supérieure du Travail de l'Université de Strasbourg, à l'Ecole Supérieure du Commerce de l'Alimentation, à la Promotion Supérieure de l'Artisanat — Président National Syndical «Enseignement Technique et Profession» — Secrétaire Général du Centre Européen des Loisirs

Suppléant : Dr Joseph RITTER

Médecin - Conseiller Général de Wissembourg

Le Dr Ritter représente depuis 25 ans notre région au Conseil Général.

Vu : Les candidats



Dr Joseph RITTER

M. R. P.

Wählerinnen und Wähler des 7. Wahlkreises
Kreis Wissembourg
und Kanton Niederbronn

Das Referendum vom 28. Oktober 1962 hat viele Bürger vor eine schwierige Gewissensfrage gestellt. Die Mehrheit der Nationalversammlung hat die Regierung getadelt, weil das für die Verfassungsänderung gewählte Verfahren gesetzeswidrig war. Mit dem Vorschlag selbst - Wahl des Präsidenten der Republik durch das Volk - Waren jedoch viele, die für den Tadel stimmten, einig. Da nun die Frage entschieden ist, ist es nicht angebracht, eine Diskussion weiterzuführen, die das französische Volk auf gefährliche Weise gespalten hat.

Der Weg in die Zukunft

muss nun gebahnt werden durch **Einigung aller Kräfte** für Stärkung der **Staatsautorität** und Schutz der **demokratischen Freiheiten.** Dieses doppelte Ziel kann im Rahmen der **Verfassung von 1958**, welche **von General de Gaulle vorgeschlagen und vom Volke gutgeheissen** wurde, erreicht werden. Diese Verfassung beruht auf drei Grundpfeilern : **Der Präsident der Republik als oberster Schiedsrichter - die Regierung** bestimmt und leitet die nationale Politik - **das Parlament** vertritt das Volk, kontrolliert die Regierung und macht die Gesetze. Das **Gleichgewicht** unter diesen drei Gewalten **schützt das Land vor Diktatur und Anarchie.**

Wir sind

gegen den Rückfall in die 4. Republik

welche dem Parlament zu viel Befugnisse gegeben hatte, was zur Ministerstürzerei und zur Schwächung des Staates führte. Der M. R. P. hat als erster im Jahre 1956 eine **gründliche Staatsreform** vorgeschlagen, um der Regierung **mehr Stärke und Stabilität** zu verleihen. Mehrere Bestimmungen dieses M. R. P.-Projektes wurden in die Verfassung von 1958 übernommen. Wir sind entschlossen, auch weiterhin loyal an der Arbeit der V. Republik unter dem Vorsitz des Generals de Gaulle teilzunehmen. in Treue zu unseren Prinzipien und Stellungnahmen über Grundfragen. **Wir sind nicht blinde Mitläufer, die auf jedes eigene Urteil und jeden eigenen Willen verzichten.** Als freie Bürger wollen wir unsere Verantwortungen übernehmen. Insbesondere werden wir weiterkämpfen

für die Einheit Europas

Robert Schuman als erster hat 1950 begonnen, die europäische Gemeinschaft auf der Aussöhnung zwischen Frankreich und Deutschland aufzubauen. Der R. P. F., Vorgänger der U. N. R., hat diese Politik bekämpft. Wir wollen, dass sie weitergeführt wird und dass das Werk durch Errichtung einer politischen Autorität gekrönt wird. Begegnungen der Staatsoberhäupter und Minister sind gewiss nützlich, aber sie genügen nicht. Europa muss eine **organische Einheit werden, welche die jetzt am Steuer befindlichen Männer überleben kann** und fähig ist, die Völker gegen Rückfall in den Nationalismus, der früh oder spät zum Kriege führt, zu bewahren.

Für die Sicherheit Frankreichs

müssen, trotz der Versuchungen des Nationalstolzes, die Bande, die uns mit unseren Alliierten, und besonders mit den Vereinigten Staaten von Amerika verbinden, nicht gelockert sondern gefestigt werden. **Die Ereignisse in Kuba** haben einmal mehr gezeigt, dass die Sicherheit der freien Welt auf der Stärke und der Entschlusskraft der Vereinigten Staaten beruht, die sich durch den Atlantik-Pakt verpflichtet haben, uns im Notfalle zu verteidigen. Nur durch eine **gemeinsame Verteidigung** im atlantischen oder zu mindest im europäischen Rahmen kann unser Land beschützt und **der Frieden gefestigt** werden, nicht durch Schaffung einer nationalen Atomwaffe, die viel zu schwach ist um wirksam zu sein, wenn sie uns auch viel Geld kostet.

Für Wirtschaftsentwicklung und soziale Gerechtigkeit

Die wirtschaftliche Entwicklung muss weitergehen, unter Wahrung der **Stabilität des Frankens.** Ihre Früchte müssen in gerechter Weise allen Kategorien des Volkes zugute kommen. Insbesondere sollen so bald wie möglich die Anteile der **Familien** und der **alten Leute erhöht** werden, die bis jetzt nicht genug berücksichtigt worden sind. Diese Ziele können nur im Rahmen eines nationalen Planes erreicht werden, an dessen Ausarbeitung Vertreter **aller Stände und Berufskategorien** mitwirken sollen. Das Gleiche gilt für die regionalen Aktionsprogramme; unser Vorschlag : Errichtung eines **Sozialen Wirtschaftsrates in jeder Region.**

Für das Elsass

hat der Gemeinsame Europäische Markt neue Entwicklungsmöglichkeiten gegeben. Ausserdem hat der Generalrat des Bas-Rhin, unter dem Impuls seiner M.R.P.-Mehrheit, die von **Pierre PFLIMLIN,** als er Wirtschafts- und Finanzminister war, durch die Gesetzesdekrete vom 30. Juni 1955 geschaffenen Instrumente für die **regionale Wirtschaftspolitik** aufs wirksamste verwendet. Durch Einpflanzung neuer Industrien wurden in unserem Departement in den letzten fünf Jahren **9.300 neue Arbeitsplätze** geschaffen.

Für unsere Jugend

die in den nächsten Jahren immer zahlreicher sein wird, muss der wirtschaftliche Fortschritt weitergehen. **20.000 Arbeitsplätze** müssen bis 1970 im Bas-Rhin gegründet werden. Es müssen noch zahlreiche **Schulen** für technischen Unterricht und berufliche Ausbildung sowie höhere Lehranstalten gebaut werden.

Für das nördliche Elsass

Im Rahmen der **europäischen Landwirtschaftspolitik,** die **Pierre Pflimlin,** damals Landwirtschaftsminister, bereits 1951 im Namen Frankreichs vorgeschlagen hatte, und die jetzt durchgeführt werden soll, kann sich die Agrarproduktion ohne Risiko des Preiseinsturzes entfalten. Im Bas-Rhin unterstützt **der Generalrat auf Initiative der M.R.P.-Mehrheit,** durch Finanzierung eines eigenen landwirtschaftlichen Aktionsprogrammes, die Bemühungen der Landwirte, welche durch Modernisierung **den Familienbetrieb retten** wollen. Wir fordern, dass die Landwirtschaft in weitestem Masse am Aufschwung der nationalen Wirtschaft teilnimmt und dass die **soziale Gleichberechtigung** gewährt wird. (**Die U.N.R.-Kandidaten haben heute die Unterstützung der Vertreter der Landwirtschaft nicht mehr**).

- müssen wir dem wirtschaftlichen Niedergang ein Ende machen, durch Schaffung neuer Arbeitsplätze, neuer Industrien und besserer Beziehungen mit unseren europäischen Nachbarn (die zu wenigen Arbeitsplätze, die seit 1958 bei uns gegründet wurden, stellen eine klägliche Bilanz dar gegenüber den 5.000 neuen Stellen die unsere Gegend bedarf ; die nationalistische Politik hat die wirtschaftlichen und sozialen Beziehungen mit Baden und Pfalz gehemmt) ;
- müssen die Transportmöglichkeiten für unsere Familien, Berufstätigen und Schüler verbessert werden. Weissenburg ist nur noch durch ein Eisenbahngleis mit Strasbourg verbunden !) ;
- ist es unbedingt notwendig die Arbeitsverhältnisse, die Löhne, den Lebensstandard unserer Arbeitnehmer zu verbessern durch eine gesunde Planungswirtschaft im Dienste unserer Leute und des Einzelmenschen ;
- müssen wir den 1.500 Arbeitern, die jeden Tag nach Deutschland gehen, um dort ihr Brot zu verdienen, Gelegenheit geben bei uns anständig leben und arbeiten zu können.
- muss die Berufsausbildung endlich besser gefördert werden, damit wir unserer Jugend eine bessere Zukunft in unserer Gegend selbst gestalten können. Die deutsche Sprache muss ebenfalls gefördert werden im Zeitalter des Gemeinsamen Marktes ;
- müssen die Lebensbedingungen der Handwerker, des Kleinhandels und der liberalen Berufe, die durch die «Grossen» immer mehr erdrückt werden, verbessert werden ;
- soll die Freizeitgestaltung für unsere Bevölkerung verstärkt werden in Zusammenarbeit mit den bestehenden Vereinen und Dorbewegungen ;
- **muss endlich der von Gabriel WACKERMANN seit 1957/58 erworfene Plan eine Wirklichkeit werden. Nur zu viel Zeit wurde vergeudet !**

AM 18. NOVEMBER wählen Sie deshalb für die **Soziale Bewegung** für wirtschaftliche Erneuerung des **Nordens des Elsass M.R.P. :**

Gabriel WACKERMANN

Professeur à l'Institut de Promotion Supérieure du Travail de l'Université de Strasbourg, à l'Ecole Supérieure du Commerce de l'Alimentation, à la Promotion Supérieure de l'Artisanat — Président National Syndical «Enseignement Technique et Profession» — Secrétaire Général du Centre Européen des Loisirs

Suppléant : **Dr Joseph RITTER**

Arzt - Generalrat des Kantons Weissenburg

Herr Dr. Ditter vetritt Ihre Gegend seit 25 Jahren im elsässischen Generalrat.

Vu : Les candidats